

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 880

[C - 99/31089]

4 MARS 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79 et l'article 79bis, insérés par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4.

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4,

Vu le règlement du 27 novembre 1998 habilitant le Collège de la Commission communautaire française à fixer le cadre organique du personnel de ses services;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège, modifié par les arrêtés des 14 et 21 septembre 1995 et du 26 mars 1998;

Vu l'arrêté du 4 mars 1999 du Collège de la Commission communautaire française relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du 4 mars 1999 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu le protocole du 10 décembre 1998 du Comité de secteur XV, Commission communautaire française;

Vu l'avis du Comité de concertation de base donné le 15 décembre 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 12 août 1998;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget donné le 10 septembre 1998;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de la Constitution.CHAPITRE Ier. — *Emplois statutaires***Art. 2.** § 1. Le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française est fixé comme suit :**I. SERVICES CENTRAUX****1. Niveau 1**

Administrateur général	1
Administrateur général adjoint	1
Directeur d'administration	6
Conseiller-chef de service	18
Attaché ou attaché principal)
Psychologue ou psychologue principal)
Ingénieur ou ingénieur principal	) 111
Ingénieur industriel ou ingénieur industriel principal)
Architecte ou architecte principal)
Médecin ou médecin principal	7 (ou 266 h/sem)

2. Niveau 2+

Gradué administratif ou gradué administratif principal ou gradué administratif chef)
Gradué technique ou gradué technique principal ou gradué technique chef	) 56
Infirmier gradué ou infirmier gradué principal ou infirmier gradué chef	4
Assistant social ou assistant social principal ou assistant social chef	10

3. Niveau 2

Assistant administratif ou assistant administratif de 1ère classe ou assistant administratif principal	84
Assistant technique ou assistant technique de 1ère classe ou assistant technique principal)
Assistant de maîtrise ou assistant de maîtrise de 1ère classe ou assistant de maîtrise principal	) 10

4. Niveau 3

Adjoint administratif ou adjoint administratif de 1ère classe ou adjoint administratif principal	74
Adjoint de métier ou adjoint de métier de 1ère classe ou adjoint de métier principal	12

II. SITES EXTERIEURS D'ENSEIGNEMENT**1. Niveau 1**

Conseiller-chef de service		2
Attaché ou attaché principal)	
Psychologue ou psychologue principal)	
Ingénieur ou ingénieur principal	)	30
Ingénieur industriel ou ingénieur industriel principal)	
Chargé de recherches ou chargé de recherches principal)	

Médecin spécialiste ou médecin spécialiste principal)	
Médecin ou médecin principal	)	3 (ou 114 h/sem)

2. Niveau 2+

Gradué administratif ou gradué administratif principal ou gradué administratif chef)	
Gradué technique ou gradué technique principal ou gradué technique chef	)	28
Infirmier gradué ou infirmier gradué principal ou infirmier gradué chef		5
Assistant social ou assistant social principal ou assistant social chef		4 (ou 152 h/sem)
Gradué paramédical ou gradué paramédical principal ou gradué paramédical chef		3 (ou 114 h/sem)

3. Niveau 2

Assistant administratif ou assistant administratif de 1ère classe ou assistant administratif principal		24
Assistant technique ou assistant technique de 1ère classe ou assistant technique principal		9
Assistant de maîtrise ou assistant de maîtrise de 1ère classe ou assistant de maîtrise principal		23

4. Niveau 3

Adjoint administratif ou adjoint administratif de 1e classe ou adjoint administratif principal		26
Adjoint de métier ou adjoint de métier de 1ère classe ou adjoint de métier principal		117

III. AUTRES SERVICES

(Etoile polaire à Berchem-Ste-Agathe et Complexe sportif à Anderlecht)

1. Niveau 1

Attaché ou Attaché principal		
Psychologue ou psychologue principal		
Médecin spécialiste ou médecin spécialiste principal		3 (ou 114 h/sem)

2. Niveau 2+

Gradué administratif ou gradué administratif principal ou gradué administratif chef)	
Gradué technique ou gradué technique principal ou gradué technique chef	)	3
Assistant social ou assistant social principal ou assistant social chef)	
Gradué paramédical ou gradué paramédical principal ou gradué paramédical chef	)	8 (ou 304 h/sem)

3. Niveau 2

Assistant administratif ou assistant administratif de 1e classe ou assistant administratif principal		3 (ou 114 h/sem)
Assistant technique ou assistant technique de 1ère classe ou assistant technique principal)	
Assistant de maîtrise ou assistant de maîtrise de 1ère classe ou assistant de maîtrise principal	)	5

4. Niveau 3

Adjoint administratif ou adjoint administratif de 1ère classe ou adjoint administratif principal		4
Adjoint de métier ou adjoint de métier de 1ère classe ou adjoint de métier principal		3

§ 2. Les emplois mentionnés ci-dessous sont communs aux services centraux, sites d'enseignement et autres services.

1. Niveau 2

Assistant administratif chef ou assistant technique chef ou assistant de maîtrise chef		33
--	--	----

2. Niveau 3

Adjoint administratif chef ou adjoint de métier chef		35
--	--	----

§ 3. Les emplois mentionnés ci-dessous sont supprimés au départ de leur titulaire :

1. Niveau 1

Directeur scientifique		1
Directeur d'administration, adjoint à la chancellerie		1
Premier conseiller		4
Directeur		2
Conseiller		22

2. Niveau 2+

Infirmier inspecteur		1
Infirmier gradué chef (rang 29)		1

3. Niveau 3

Adjoint administratif ou adjoint administratif de 1 ^{ère} classe ou adjoint administratif principal	5
Adjoint de métier ou adjoint de métier de 1 ^{ère} classe ou adjoint de métier principal	49

Les emplois du § 1^{er} mentionnés ci-après ne peuvent être pourvus que lorsque les emplois de l'alinéa 1^{er} ont été supprimés :

I. SERVICES CENTRAUX**1. Niveau 1**

Attaché ou Attaché principal	30
------------------------------	----

II. SITES EXTERIEURS D'ENSEIGNEMENT**1. Niveau 2+**

Infirmier gradué ou infirmier gradué principal ou infirmier gradué chef	2
---	---

2. Niveau 3

Adjoint administratif ou adjoint administratif de 1 ^{ère} classe ou adjoint administratif principal	5
Adjoint de métier ou adjoint de métier de 1 ^{ère} classe ou adjoint de métier principal	49

Art. 3. L'application de l'article 34 de l'arrêté du 25 février 1999 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ne peut avoir pour effet de porter à plus de 28 le nombre de titulaires des grades d'administrateur général, d'administrateur général adjoint, de directeur d'administration et de conseiller-chef de service.

Art. 4. Les emplois de l'article 2, § 1^{er} (I. Services centraux) mentionnés ci-après sont bloqués pour permettre l'intégration du personnel du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

1. Niveau 1

Attaché ou attaché principal	14
Médecin ou médecin principal	27 h/sem

2. Niveau 2+

Gradué administratif ou gradué administratif principal ou gradué administratif chef	7
---	---

3. Niveau 2

Assistant administratif ou assistant administratif de 1 ^{ère} classe ou assistant administratif principal	10
--	----

4. Niveau 3

Adjoint administratif ou adjoint administratif de 1 ^{ère} classe ou adjoint administratif principal	21
Adjoint de métier ou adjoint de métier de 1 ^{ère} classe ou adjoint de métier principal	3

Art. 5. Les emplois de l'article 2, § 1^{er}, mentionnés ci-après ne peuvent être pourvus que lorsque les postes de travail de contractuel ou de temporaire auxquels ils se substituent, ont été supprimés par le départ des membres du personnel contractuel ou temporaire qui les occupent :

1. Niveau 1

Attaché ou attaché principal)	
Psychologue ou psychologue principal)	
Ingénieur ou ingénieur principal)	
Ingénieur industriel ou ingénieur industriel principal	)	47
Médecin ou médecin principal)	
Architecte ou architecte principal)	
Chargé de recherches ou chargé de recherches principal)	

Psychologue ou psychologue principal)	
Médecin spécialiste ou médecin spécialiste principal	)	239 h/sem

2. Niveau 2+

Gradué administratif ou gradué administratif principal ou gradué administratif chef)	
Gradué technique ou gradué technique principal ou gradué technique chef	)	36

Infirmier gradué ou infirmier gradué principal ou infirmier gradué chef	3
---	---

Assistant social ou assistant social principal ou assistant social chef	8
---	---

Gradué paramédical ou gradué paramédical principal ou gradué paramédical chef	146 h/sem
---	-----------

3. Niveau 2

Assistant administratif ou assistant administratif de 1 ^{ère} classe ou assistant administratif principal	45
--	----

Assistant technique ou assistant technique de 1 ^{ère} classe ou assistant technique principal	8
--	---

Assistant de maîtrise ou assistant de maîtrise de 1 ^{ère} classe ou assistant de maîtrise principal	15
--	----

4. Niveau 3

Adjoint administratif ou adjoint administratif de 1 ^{ère} classe ou adjoint administratif principal	30
--	----

Adjoint de métier ou adjoint de métier de 1 ^{ère} classe ou adjoint de métier principal	34
--	----

CHAPITRE II. — *Tâches auxiliaires ou spécifiques*

Art. 6. Il y a lieu d'entendre par tâches auxiliaires ou spécifiques visées à l'article 2, 3° de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, les tâches qui peuvent être confiées :

1. aux membres du personnel chargés de travaux de nettoyage des infrastructures;
2. aux membres du personnel du service de restaurant, de mess ou de cafetaria;
3. aux membres du personnel non qualifiés chargés de travaux de manoeuvre, d'entretien et de réparation des infrastructures;
4. aux membres du personnel chargés de la surveillance des bâtiments et du matériel;
5. aux membres du personnel chargés de missions inhérentes à un centre de traitement de l'information (programmation, gestion de système).
6. aux membres du personnel chargés de missions de recherches scientifiques ou techniques qui ne font pas partie des attributions permanentes de l'établissement.
7. à des experts pour exercer dans les niveaux 1 et 2+ des tâches exigeant une haute qualification professionnelle requise précisée dans une analyse de fonction pour une durée limitée pour une activité nettement définie.
8. à des médecins et médecins spécialistes exerçant leurs fonctions à temps partiel.
9. au membre du personnel chargé de la direction scientifique.

Art. 7. § 1^{er}. Les membres du personnel visés à l'article 6 du présent arrêté sont engagés en vertu d'un contrat de travail conclu à temps plein ou à temps partiel qui définit les tâches confiées et la durée pendant laquelle elles sont confiées.

§ 2. Pour l'application de l'article 6, 7°), le contrat de travail visé au § 1^{er} précise également la qualification professionnelle requise.

§ 3. Pour l'application de l'article 6, 8°), le contrat de travail visé au § 1^{er} précise, dans le cas d'engagement de médecins spécialistes, la spécialité requise.

Art. 8. Sont abrogés :

1. Le règlement du 8 juillet 1991 fixant à titre transitoire le cadre organique du personnel statutaire de la Commission française de la Culture transféré aux services du Collège de la Commission communautaire française.
2. L'arrêté du 9 mai 1995 du Collège de la Commission communautaire française réglant à titre transitoire la situation du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française transféré à la Commission communautaire française.
3. L'arrêté du 9 mai 1995 du Collège de la Commission communautaire française réglant à titre transitoire la situation du personnel de la Province de Brabant transféré à la Commission communautaire française.

Art. 9. Le présent arrêté et l'article 3 du règlement du 27 novembre 1998 habilitant le Collège de la Commission communautaire française à fixer le cadre organique du personnel de ses services produisent leurs effets le 1^{er} septembre 1998.

Art. 10. Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 4 mars 1999.

Par le Collège :

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de la Fonction publique

H. HASQUIN,

Président du Collège

—
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 880

[C - 99/31089]

4 MAART 1999. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van het organiek kader van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 79 en artikel 79bis, ingevoegd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 houdende toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 houdende toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het reglement van 27 november 1998 houdende machtiging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van het organiek kader van het personeel van zijn diensten;

Gelet op het besluit van 4 juli 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College, gewijzigd bij de besluiten van 14 en 21 september 1995 en van 26 maart 1998;

Gelet op het besluit van 4 maart 1999 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van 4 maart 1999 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het reglement van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het protocol van 10 december 1998 van het Sectorcomité XV, Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van het Basisoverlegcomité, gegeven op 15 december 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 augustus 1998;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 10 september 1998;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Statutaire betrekkingen*

Art. 2. § 1. Het organiek kader van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt bepaald als volgt :

I. CENTRALE DIENSTEN

1. Niveau 1

Administrateur-generaal	1
Adjunct-administrateur-generaal	1
Bestuursdirecteur	6
Adviseur-hoofd van dienst	18
Attaché of eerstaanwendend attaché	
Psycholoog of eerstaanwendend psycholoog	
Ingenieur of eerstaanwendend ingenieur	
Industrieel ingenieur of eerstaanwendend industrieel ingenieur	
Architect of eerstaanwendend architect	111
Geneesheer of eerstaanwendend geneesheer	7 (of 266 u/week)

2. Niveau 2+

Administratief gegradueerde of eerstaanwendend administratief gegradueerde of hoofd-administratief gegradueerde	
Technisch gegradueerde of eerstaanwendend technisch gegradueerde of hoofd-technisch gegradueerde	56
Gegradueerd verpleger of eerstaanwendend gegradueerd verpleger of hoofd-gegradueerd verpleger	4
Maatschappelijk assistent of eerstaanwendend maatschappelijk assistent of hoofd-maatschappelijk assistent	10

3. Niveau 2

Administratief assistent of administratief assistent 1ste klasse of eerstaanwendend administratief assistent	84
Technisch assistent of technisch assistent 1ste klasse of eerstaanwendend technisch assistent	
Beheersassistent of beheersassistent 1ste klasse of eerstaanwendend beheersassistent	10

4. Niveau 3

Administratief adjunct of administratief adjunct 1ste klasse of eerstaanwendend administratief adjunct	74
Adjunct-vakman of adjunct-vakman 1ste klasse of eerstaanwendend adjunct-vakman	12

II. EXTERNE ONDERWIJSPLAATSEN

1. Niveau 1

Adviseur-hoofd van dienst	
Attaché of eerstaanwendend attaché	2
Psycholoog of eerstaanwendend psycholoog	
Ingenieur of eerstaanwendend ingenieur	
Industrieel ingenieur of eerstaanwendend industrieel ingenieur	
Wetenschappelijk onderzoeker of eerstaanwendend wetenschappelijk onderzoeker	30
Geneesheer-specialist of eerstaanwendend geneesheer-specialist	
Geneesheer of eerstaanwendend geneesheer	3 (of 114 u/week)

2. Niveau 2+

Administratief gegradueerde of eerstaanwend administratief gegradueerde of hoofd-administratief gegradueerde	
Technisch gegradueerde of eerstaanwend technisch gegradueerde of hoofd-technisch gegradueerde	28
Gegradueerd verpleger of eerstaanwend gegradueerd verpleger of hoofd-gegradueerd verpleger	5
Maatschappelijk assistent of eerstaanwend maatschappelijk assistent of hoofd-maatschappelijk assistent	4 (of 152 u/week)
Paramedisch gegradueerde of eerstaanwend paramedisch gegradueerde of hoofd-paramedisch gegradueerde	3 (of 114 u/week)

3. Niveau 2

Bestuursassistent of bestuursassistent 1ste klasse of eerstaanwend bestuursassistent	24
Technisch assistent of technisch assistent 1ste klasse of eerstaanwend technisch assistent	9
Beheersassistent of beheersassistent 1ste klasse of eerstaanwend beheersassistent	23

4. Niveau 3

Administratief adjunct of administratief adjunct 1ste klasse of eerstaanwend administratief adjunct	26
Adjunct-vakman of adjunct-vakman 1ste klasse of eerstaanwend adjunct-vakman	117

III. ANDERE DIENSTEN

(Etoile Polaire in Sint-Agatha-Berchem en Sportcomplex in Anderlecht)

1. Niveau 1

Attaché of eerstaanwend attaché	
Psycholoog of eerstaanwend psycholoog	
Geneesheer-specialist of eerstaanwend geneesheer-specialist	3 (of 114 u/week)

2. Niveau 2+

Administratief gegradueerde of eerstaanwend administratief gegradueerde of hoofd-administratief gegradueerde	
Technisch gegradueerde of eerstaanwend technisch gegradueerde of hoofd-technisch gegradueerde	3
Maatschappelijk assistent of eerstaanwend maatschappelijk assistent of hoofd-maatschappelijk assistent	
Paramedisch gegradueerde of eerstaanwend paramedisch of hoofd-paramedisch gegradueerde gegradueerde	8 (of 304 u/week)

3. Niveau 2

Bestuursassistent of bestuursassistent 1e klasse of eerstaanwend administratief assistent	(3 of 114 u/week)
Technisch assistent of technisch assistent 1ste klasse of eerstaanwend technisch assistent	
Beheersassistent of beheersassistent 1ste klasse of eerstaanwend beheersassistent	5

4. Niveau 3

Administratief adjunct of administratief adjunct 1ste klasse of eerstaanwend administratief adjunct	4
Adjunct-vakman of adjunct-vakman 1ste klasse of eerstaanwend adjunct-vakman	3

§ 2. Onderstaande betrekkingen zijn gemeenschappelijk voor de centrale diensten, onderwijsplaatsen en andere diensten

1. Niveau 2

Hoofd-bestuursassistent of hoofd-technisch assistent of hoofd-beheersassistent	33
--	----

2. Niveau 3

Hoofd-administratief adjunct of hoofd-adjunct-vakman	35
--	----

§ 3. Onderstaande betrekkingen worden geschrapt bij het vertrek van de titularis :

1. Niveau 1

Wetenschappelijk directeur	1
Bestuursdirecteur verbonden aan de kanselarij	1
Eerste adviseur	4
Directeur	2
Adviseur	22

2. Niveau 2+

Verpleger-inspecteur	1
Hoofd-gegradueerd verpleger (rang 29)	1

3. Niveau 3

Administratief adjunct of administratief adjunct 1ste klasse of eerstaanwend administratief adjunct	5
Adjunct-vakman of adjunct-vakman 1ste klasse of eerstaanwend adjunct-vakman	49

Er kan slechts worden voorzien in de hierna genoemde betrekkingen van §1 indien de betrekkingen onder het eerste lid zijn geschrapt :

I. CENTRALE DIENSTEN**1. Niveau 1**

Attaché of eerstaanwend attaché	30
---------------------------------	----

II. EXTERNE ONDERWIJSPLAATSSEN**1. Niveau 2+**

Gegradueerd verpleger of eerstaanwendend gegradueerd verpleger of hoofd-gegradueerd verpleger 2

2. Niveau 3

Administratief adjunct of administratief adjunct 1ste klasse of eerstaanwendend administratief adjunct 5

Adjunct-vakman of adjunct-vakman 1ste klasse of eerstaanwendend adjunct-vakman 49

Art. 3. De toepassing van artikel 34 van het besluit van 25 februari 1999 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het reglement vna het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie mag er niet toe leiden dat het aantal titularissen van de graad van administrateur-generaal, adjunct-administrateur-generaal, bestuursdirecteur en adviseur-hoofd van dienst op meer dan 28 wordt gebracht.

Art. 4. De onderstaande betrekkingen van artikel 2, §1 (I. Centrale diensten) zijn geblokkeerd met het oog op de integratie van het personeel van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsleven.

1. Niveau 1

Attaché of eerstaanwendend attaché 14

Geneesheer of eerstaanwendend geneesheer 27 u/week

2. Niveau 2+

Administratief gegradueerde of eerstaanwendend administratief gegradueerde of hoofd-administratief gegradueerde 7

3. Niveau 2

Bestuursassistent of bestuursassistent 1ste klasse of eerstaanwendend bestuursassistent 10

4. Niveau 3

Administratief adjunct of administratief adjunct 1ste klasse of eerstaanwendend administratief adjunct 21

Adjunct-vakman of adjunct-vakman 1ste klasse of eerstaanwendend adjunct-vakman 3

Art. 5. Er kan pas worden voorzien in de onderstaande betrekkingen van artikel 2, § 1, indien de contractuele of tijdelijke arbeidsplaatsen die ze vervangen, geschrapt werden door het vertrek van het tijdelijk of contractueel personeel dat deze inneemt :

1. Niveau 1

Attaché of eerstaanwendend attaché

Psycholoog of eerstaanwendend psycholoog

Ingenieur of eerstaanwendend ingenieur

Industrieel ingenieur of eerstaanwendend industrieel ingenieur

Geneesheer of eerstaanwendend geneesheer

Architect of eerstaanwendend architect

Wetenschappelijk onderzoeker of eerstaanwendend wetenschappelijk onderzoeker 47

Psycholoog of eerstaanwendend psycholoog

Geneesheer-specialist of eerstaanwendend geneesheer-specialist 239 u/week

2. Niveau 2+

Administratief gegradueerde of eerstaanwendend administratief gegradueerde of hoofd-administratief gegradueerde

Technisch gegradueerde of eerstaanwendend technisch gegradueerde of hoofd-technisch gegradueerde 36

Gegradueerd verpleger of eerstaanwendend gegradueerd verpleger of hoofd-gegradueerd verpleger 3

Maatschappelijk assistent of eerstaanwendend maatschappelijk assistent of hoofd-maatschappelijk assistent 8

Paramedisch gegradueerde of eerstaanwendend paramedisch gegradueerde of hoofd-paramedisch gegradueerde 146 u/week

3. Niveau 2

Bestuursassistent of bestuursassistent 1ste klasse of eerstaanwendend bestuursassistent 45

Technisch assistent of technisch assistent 1ste klasse of eerstaanwendend technisch assistent 8

Beheersassistent of beheersassistent 1ste klasse of eerstaanwendend beheersassistent 15

4. Niveau 3

Administratief adjunct of administratief adjunct 1ste klasse of eerstaanwendend administratief adjunct 30

Adjunct-vakman of adjunct-vakman 1ste klasse of eerstaanwendend adjunct-vakman 34

HOOFDSTUK II. — Bijkomende of specifieke opdrachten

Art. 6. De bijkomende of specifieke opdrachten bedoeld in artikel 2, 3° van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn de opdrachten die kunnen worden verleend aan :

1. de personeelsleden belast met de schoonmaak van de infrastructuren;
2. de personeelsleden werkzaam in het restaurant, de mess of de cafetaria;
3. de ongeschoolde personeelsleden belast met ongeschoold werk, onderhoud en herstel van de infrastructuren;
4. de personeelsleden belast met het toezicht op de gebouwen en het materiaal;
5. de personeelsleden belast met opdrachten die inherent zijn aan aan centrum voor informatieverwerking (programmering, systeembeheer);

6. de personeelsleden belast met wetenschappelijk of technisch onderzoek dat geen deel uitmaakt van de permanente bevoegdheid van de instelling;

7. deskundigen die op niveau 1 en 2+ de opdrachten uitvoeren waarvoor een hoge beroepsbekwaamheid is vereist die is omschreven in een functieanalyse van beperkte duur voor een welbepaalde activiteit;

8. geneesheren en geneesheren-specialisten die hun functies deeltijds uitoefenen;

9. het personeelslid belast met de wetenschappelijke leiding.

Art. 7. § 1. De personeelsleden bedoeld in artikel 6 van dit besluit worden aangenomen krachtens een voltijdse of deeltijdse arbeidsovereenkomst waarin de toevertrouwde opdrachten en de duur ervan worden vastgelegd.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 6,7°), omschrijft de in §1 bedoelde arbeidsovereenkomst eveneens de vereiste beroepsbekwaamheid.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 6,8°), omschrijft de in §1 bedoelde arbeidsovereenkomst voor de aanwerving van geneesheren-specialisten het vereiste specialisme.

Art. 8. Worden opgeheven :

1. Het reglement van 8 juli 1991 houdende voorlopige bepaling van het organiek kader van het statutaire personeel van de Franse Cultuurcommissie dat is overgeheveld naar de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

2. Het besluit van 9 mei 1995 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende voorlopige regeling van de toestand van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat is overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie.

3. Het besluit van 9 mei 1995 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende voorlopige regeling van de toestand van het personeel van de provincie Brabant dat is overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 9. Dit besluit en artikel 3 van het reglement van 27 november 1998 houdende machtiging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van het organiek kader van het personeel van zijn diensten treden in werking op 1 september 1998.

Art. 10. Het Lid van het College, bevoegd voor Openbaar Ambt, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 maart 1999.

Namens het College :

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Openbaar Ambt

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



F. 99 — 881

[C - 99/31106]

4 MARS 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79 et l'article 79bis insérés par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993, attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du 4 juillet 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Collège, modifié par les arrêtés des 14 et 21 septembre 1995 et du 26 mars 1998, notamment l'article 6, § 2;

Vu l'arrêté du 4 mars 1999 du Collège de la Commission communautaire française fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'avis du Comité de concertation de base donné le 22 février 1999;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Les services du Collège de la Commission communautaire française sont organisés en 6 directions d'administration, 20 services et 2 cellules, répartis et dénommés comme suit :

Relevant de la compétence du Fonctionnaire dirigeant adjoint :

1. Direction d'administration des affaires sociales et de la santé :

— service santé;

— service affaires sociales (y compris cohabitation).

2. Direction d'administration de l'aide aux personnes handicapées (Service à gestion séparée mettant en œuvre la politique d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées - Service bruxellois francophone des personnes handicapées) :